



SYNTHESE DE LA REUNION DU CONSORTIUM 4 pour 1000 Montpellier, les 28 et 29 juin 2017

Introduction

Les 28 et 29 juin dernier, le consortium de l'initiative 4 pour 1000 s'est réuni à Montpellier. Fidèle à son engagement dans cette initiative, RITTMO était représenté par sa Directrice et son Président. Sans revenir sur les parties statutaires, le présent document vise à partager avec les membres de notre association les faits marquants de ces deux journées. Nous avons ainsi souhaité développer les 6 points clés suivants :

- Organisation du Secrétariat exécutif de l'initiative 4 pour 1000
- Résultat de l'enquête menée auprès des membres de 4 pour 1000
- Programme de Recherche 4 pour 1000
- Projets de diffusion d'informations
- Retour sur différentes manifestations dans le domaine de l'initiative 4 pour 1000
- Référentiel de critères et indicateurs pour l'évaluation des projets

Soulignons que la problématique du financement des actions de stockage de matière organique dans les sols a été largement abordée, et que les pistes concrètes commencent à se dégager.

1. Organisation du Secrétariat exécutif de l'initiative 4 pour 1000

Le 28 juin dernier, une convention a été signée entre l'initiative 4 pour 1000 ; en la personne de son vice-Président Stéphane LE FOLL ; et le CGIAR (Consultative Group on International Agricultural Research). Le CGIAR est un partenariat mondial de recherche agricole qui a pour objectif de réduire la pauvreté rurale et d'améliorer la sécurité alimentaire, la santé humaine et la nutrition.

L'objectif de cette convention est à la fois l'hébergement géographique et la mise à disposition de moyens par le CGIAR afin de faciliter le développement international de l'initiative.

Cette convention a été saluée par plusieurs membres du consortium présents, comme étant un facteur qui aidera au développement de l'initiative par la proximité avec des chercheurs motivés sur des problématiques proches de celles de 4/1000. De plus, cet hébergement devrait faciliter la mutualisation de moyens avec d'autres institutions pour faire fonctionner le secrétariat de l'initiative. Notamment, l'IRD (Institut de Recherche pour le Développement) se réjouit de bientôt pouvoir verser les fonds promis pour l'initiative.

L'Espagne a également signalé vouloir mettre à disposition du secrétariat exécutif une personne à plein temps.

2. Résultat de l'enquête menée auprès des membres de 4 pour 1000

Une enquête a été lancée le 12 mai 2017 auprès des partenaires de l'initiative 4 pour 1000 afin de connaître leurs actions, leurs motivations et leurs attentes. Au 4 juin, le taux de retour était de 25% : les répondants étaient majoritairement issus de la société civile (36%) et des instituts de recherche (33%). Quelques agriculteurs (9%) et industriels (9%) ont également répondu, mais il n'y a eu aucune réponse du secteur bancaire.

A cet égard, RITTMO a souligné que pour mieux estimer les besoins du terrain vis-à-vis de l'initiative, il serait souhaitable d'élargir l'enquête aux agriculteurs et industriels concernés, même s'ils ne sont pas directement signataires. Ce sont eux qui peuvent décider de la rendre concrète sur le terrain ou pas : la plupart des actions menées sont au bénéfice direct des agriculteurs (pratiques agro-écologiques, agroforesterie, reforestation, soutien à l'agriculture familiale, agriculture biologique, gestion durable des terres...). D'après les premiers résultats de l'enquête, la plupart des projets (95%) porte sur le second pilier de l'initiative : Développer des pratiques adaptées à différentes conditions pédo-climatiques. Les autres actions menées concernent la Recherche et Développement ou des actions de support à la R&D. Très peu de projets sont relatifs à la formation.

Les attentes des sondés concernent principalement la facilitation du financement des actions de terrain. A ce sujet, le FEM (Fonds pour l'Environnement Mondial) dispose d'une enveloppe de 1 milliard de \$ et est ré-abondé tous les 4 ans pour financer des actions dans le cadre de la convention de Rio, en lien avec l'initiative 4 pour 1000. Cette convention est actuellement en phase de renégociation, et une réunion est prévue à ce sujet en octobre à Addis-Abeba. Les négociations actuelles portent sur la prise en compte de programmes sur les systèmes alimentaires, ce qui pourrait permettre de financer des actions de l'initiative 4 pour 1000. Il s'agit ainsi d'un moment particulièrement opportun pour contacter les Pays Contributeurs afin qu'ils appuient l'initiative. Par ailleurs, LDN Fund (pour Land Degradation Neutrality) sera lancé en Chine en octobre pour financer des projets, principalement dans les Pays en Voie de Développement, mais pas seulement. Les Nations Unies ont créé ce fonds public-privé qui financera des projets ayant un impact positif sur le changement climatique. Les projets de l'initiative 4 pour 1000 pourront donc entrer dans ce cadre. L'objectif du fonds est d'avoir un retour sur investissement car il est considéré qu'à terme, les « bons » projets doivent dégager des bénéfices. Le fonds est à la recherche à la fois d'investisseurs privés qui souhaiteraient investir et de porteurs de projets concrets à financer¹.

3. Programme de Recherche 4 pour 1000

Le programme a été établi par le Comité Scientifique et Technique (CST) de l'Initiative qui réunit 14 éminents scientifiques de plusieurs pays selon différentes spécialités. Parmi ses missions le CST doit formuler une proposition pour orienter les programmes internationaux de recherche sur la séquestration de carbone dans les sols.

¹ Merci de prendre contact avec RITTMO si vous êtes intéressés pour une mise en relation.

L'objectif global est de maintenir et d'augmenter autant que possible les stocks de matière organique (MO) dans les sols. Dans la mesure où les capacités de séquestration de carbone dans les sols sont différentes (seuil de saturation selon les conditions pédo-climatiques), il convient d'établir une stratégie à l'échelle mondiale. Pour certains sols particulièrement propices, les objectifs d'augmentation du stockage peuvent être supérieurs à 0.4 % par an, et ce, afin de compenser les sols peu disposés au stockage.

Pour établir leur proposition les membres du CST ont pris en compte :

- qu'il est nécessaire d'estimer les capacités maximales de stockage de MO dans les différents sols,
- que les réglementations peuvent interférer avec les pratiques de stockage de la MO dans les sols,
- qu'il peut y avoir compétition entre stockage du carbone dans les sols et autres usages,
- que les contextes économiques sont très impactants.

Ainsi, les principaux thèmes de recherche proposés par le CST sont :

- d'estimer des potentiels de séquestration du carbone dans les sols, en établissant une cartographie de l'état actuel, et en considérant les liens avec les émissions d'autres gaz à effets de serre (GES),
- de développer des pratiques adaptées : donner des informations aux praticiens sur le terrain, travailler sur les outils de modélisation et de suivi et mettre en place des démonstrateurs.
- d'adapter l'environnement pour promouvoir les pratiques durables. Avec les développements d'innovations, il convient aussi de travailler en lien avec les instances gouvernantes pour que les réglementations soient en cohérence avec ces objectifs, favoriser les formations et informations et trouver des modes de financement.
- de développer des méthodes de suivi, d'évaluation et de vérification. Il y a en effet un réel besoin de méthodologies efficaces et peu chères.

Plusieurs projets de recherche ont déjà été initiés :

Projet So-CA

Ce projet en démarrage a reçu le soutien financier de la fondation BNP PARIBAS. L'objectif est d'améliorer la compréhension de la séquestration du carbone en sols tropicaux dans de petites exploitations agricoles. Le projet s'organisera autour de trois Work Packages (WP) :

- WP1 : cartographie des opportunités et contraintes liées à la séquestration du carbone
- WP2 : indicateurs des procédés écologiques dans les sols
- WP3 : empreinte carbone

Les livrables attendus sont les suivants:

- Identification des facteurs de décision des agriculteurs
- Mécanismes de séquestration du carbone
- Bilan des Gaz à Effet de Serre
- Formation sur les méthodologies Infra Rouge

Projet CIRCASA

Le projet CIRCASA (Coordination of International Research Cooperation on soil Carbon Sequestration in Agriculture) vient d'être financé par l'Union Européenne dans le cadre d'un appel H 2020 pour coordonner le montage de projets complémentaires et gérer les diffusions d'information entre les projets de recherche en lien avec l'initiative 4 pour 1000.

Le projet s'organisera autour de trois WP :

- WP1: Renforcer la communauté R&D travaillant sur ces sujets
- WP2: Répondre aux besoins des professionnels en matière de recherche sur ces sujets
- WP3: Faciliter la mise en place d'un Consortium International de Recherche (en anglais, International Research Consortium, soit IRC)

4. Projets de diffusion d'information

La plateforme internet de l'initiative

Une plateforme collaborative d'échange est en cours de finalisation pour permettre aux partenaires de l'initiative d'échanger sur leurs projets, leurs expériences.

Place du e-learning

Les MOOC (Massive Open Online Course) se développent de plus en plus comme source d'éducation accessible sur Internet, donc ouverts au plus grand nombre. L'institut Agreenium, qui rassemble différents centres de recherche en agronomie, invite à co-développer un MOOC sur l'initiative 4/1000. Il s'agira d'un site dédié d'Agreen U (sur <https://agreenium.fr/u/moocs>), la nouvelle université numérique en agrobiosciences de l'institut.

5. Retour sur différentes manifestations dans le domaine de l'initiative 4 pour 1000

Le symposium de la FAO sur « Soil Organic Carbon » de Rome

Il s'agit du plus grand symposium organisé sur les sols à la FAO, avec plus de 500 participants de 111 pays. Les trois principaux sujets qui ont été abordés étaient :

- 1- La mesure du carbone dans les sols,
- 2- Le maintien et l'augmentation des stocks de carbone,
- 3- La gestion du carbone organique dans les sols.

Les recommandations issues du symposium sont les suivantes :

- Avoir des références nationales sur les stocks et la gestion du carbone organique dans les sols.
- Créer un groupe de travail pour sortir un guide sur la cartographie, le suivi et la mesure du carbone organique dans les sols.
- Améliorer les estimations de séquestration du carbone organique dans les sols.
- Identifier les oppositions entre stratégies de séquestration du carbone organique dans les sols et contraintes locales.
- Identifier des bénéfices à court terme pour les agriculteurs, liés au carbone organique dans les sols.
- Prévenir les pertes de carbone organique des sols pour *a minima* maintenir les stocks actuels.
- Donner la priorité à des réglementations sur les sols et les stocks de carbone organique des sols.
- Soutenir les agriculteurs qui adoptent des pratiques favorables à la protection et l'augmentation des stocks de carbone organique dans les sols.

En pratique, deux groupes de travail ont été créés pour traiter les sujets suivants :

- Guide sur les mesures et la cartographie
- Manuel technique sur la gestion du Carbone organique des sols à différents niveaux (régions, pays...)

Le « *call for participants* » est ouvert jusqu'en juillet.

Pour plus d'information : <http://www.fao.org/3/b-i7268e.pdf>

Désertif'Actions (D'A)

D'A est la réunion internationale d'acteurs non étatiques qui luttent contre la désertification et la dégradation des terres. Cette année, la réunion s'est tenue à Strasbourg les 27 et 28 juin 2017, et 160 participants étaient présents.

L'introduction des journées a été assurée par Nicolas HULOT, ministre de la transition écologique et solidaire qui a insisté sur le fait que les sols sont à la croisée de la sécurité alimentaire, des revenus, du développement et de la stabilité internationale. L'un des ateliers était dédié à 4 pour 1000. La déclaration de Strasbourg est disponible sur internet à cette adresse <http://www.desertif-actions.fr/wp-content/uploads/DA17-Declaration-FR.pdf>).

Il convient de souligner que certaines ONG (dont la Commission Climat et Développement de Coordination Sud) restent réservées vis-à-vis de l'initiative 4 pour 1000. En effet, elles craignent que l'initiative soit utilisée par certains acteurs économiques comme un prétexte pour limiter la réduction des émissions de GES. Il convient ainsi d'être particulièrement vigilant sur le stock global de carbone effectivement séquestré (efficacité et caractère mesurable des projets de compensation carbone), et de considérer toutes les externalités sous-tendues par les projets. A cet égard, le projet de référentiel présenté (voir paragraphe 6t) semble particulièrement pertinent car il prévoit d'envisager les projets dans leur globalité.

Sequestration of Carbon in soils addressing the Climate Threat

Le colloque s'est tenu à Chantilly les 3 et 5 mai 2017, et a rassemblé 206 participants de 34 pays avec la présence notable de plus de 40 agriculteurs du monde entier. Les attentes des participants étaient principalement :

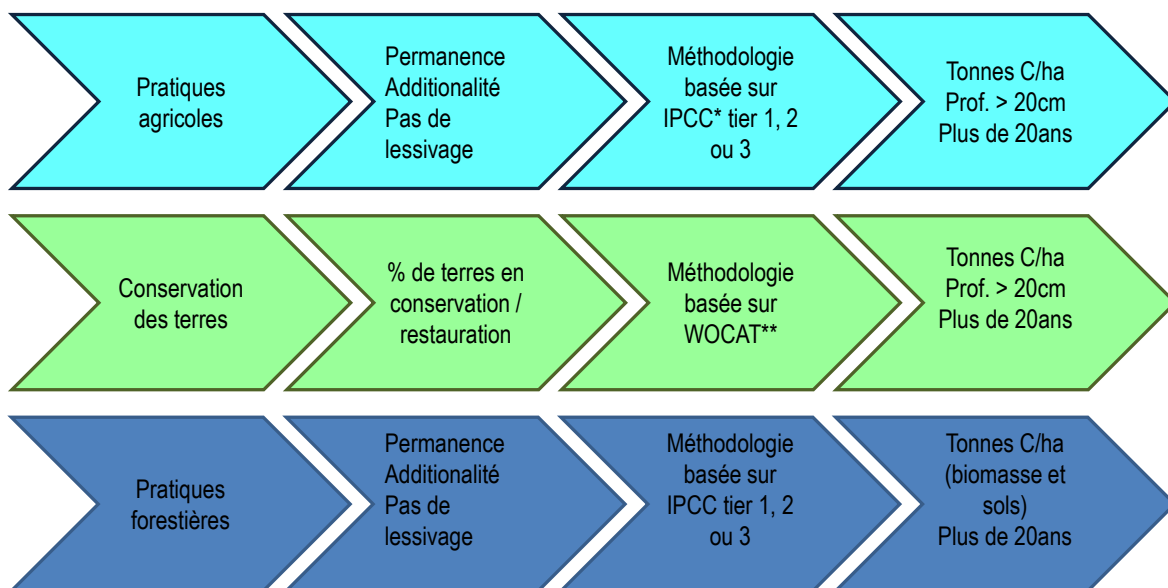
- De booster l'adoption de bonnes pratiques pour la séquestration du carbone dans les sols
- Sécuriser le marché global du carbone
- Promouvoir une approche holistique

6. Référentiel de critères et indicateurs pour l'évaluation des projets

Le CST a également œuvré à l'élaboration d'un référentiel de critères et d'indicateurs pour l'évaluation des projets.

Le référentiel proposé ambitionne de prendre en compte les tenants et aboutissants de l'initiative mais aussi d'autres grands enjeux mondiaux qui y sont liés de façon plus ou moins directe : la faim dans le monde, les actions climat, la vie terrestre², la qualité des eaux, la consommation et la production responsable.

² Traduction de l'anglais *Life on land*, goal n°15 de l'organisation *The Global Goals, For Sustainable Development*. Voir site internet : <http://www.globalgoals.org/global-goals/life-on-land/>



* Intergovernmental Panel on Climate Change

** World Overview of Conservation Approaches and Technologies

Le schéma du référentiel de critères et indicateurs pour l'évaluation des projets de séquestration du carbone.

Au-delà de l'intérêt du référentiel, RITTMO a souligné qu'il serait difficile d'attendre 20 ans pour estimer la validité d'un projet et qu'il était donc urgent de trouver des méthodes qui permettent de prédire cette stabilité du carbone dans les sols sur le long terme.

Conclusion

L'initiative 4 pour 1000 initiée il y a un peu moins de deux ans, lors de la COP21 à Paris, a pris de l'ampleur, et se doit pour être un succès, de capter des financements pour amorcer davantage de projets, avec un référentiel robuste qui puisse évaluer de manière fiable le carbone stocké, en considérant les externalités créées. A l'échelle internationale, les financements prometteurs sont le Fonds pour l'Environnement Mondial et le Land Degradation Neutrality Fund, ce dernier supposant des fonds publics-privés sur le long terme. Le référentiel sur le stockage du carbone est toujours en cours d'élaboration, il se heurte encore aux difficultés de prédiction sur le long terme de la séquestration du carbone dans les sols.

RITTMO Agroenvironnement, signataire depuis décembre 2015 de l'initiative 4 pour 1000 suivra de près son évolution et sera présent lors du prochain évènement qui sera organisé à Bonn, en marge de la COP23 en novembre prochain.

A propos de RITTMO:

RITTMO Agroenvironnement® est un Centre de Ressource Technologique. Il a pour objectif d'aider au développement économique par le biais de l'innovation dans son domaine d'activité : la fertilisation et la valorisation en agriculture des déchets, dans le cadre de pratiques durables et du respect de la qualité des sols.

Plus d'informations : www.rittmo.com

Contacts

Christophe Naisse | Ingénieur de Recherche RITTMO Agroenvironnement® |
christophe.naisse@rittmo.com | 06 99 32 29 53

Brice Van Haaren | Ingénieur Projet RITTMO Agroenvironnement® |
brice.vanhaaren@rittmo.com | 06 62 08 13 33